

Le but de la réforme de la filière pro : mieux insérer les jeunes en entreprise. Mais, en calquant les formations sur les besoins de l'emploi, ne va-t-on pas créer des travailleurs trop corvéables ?

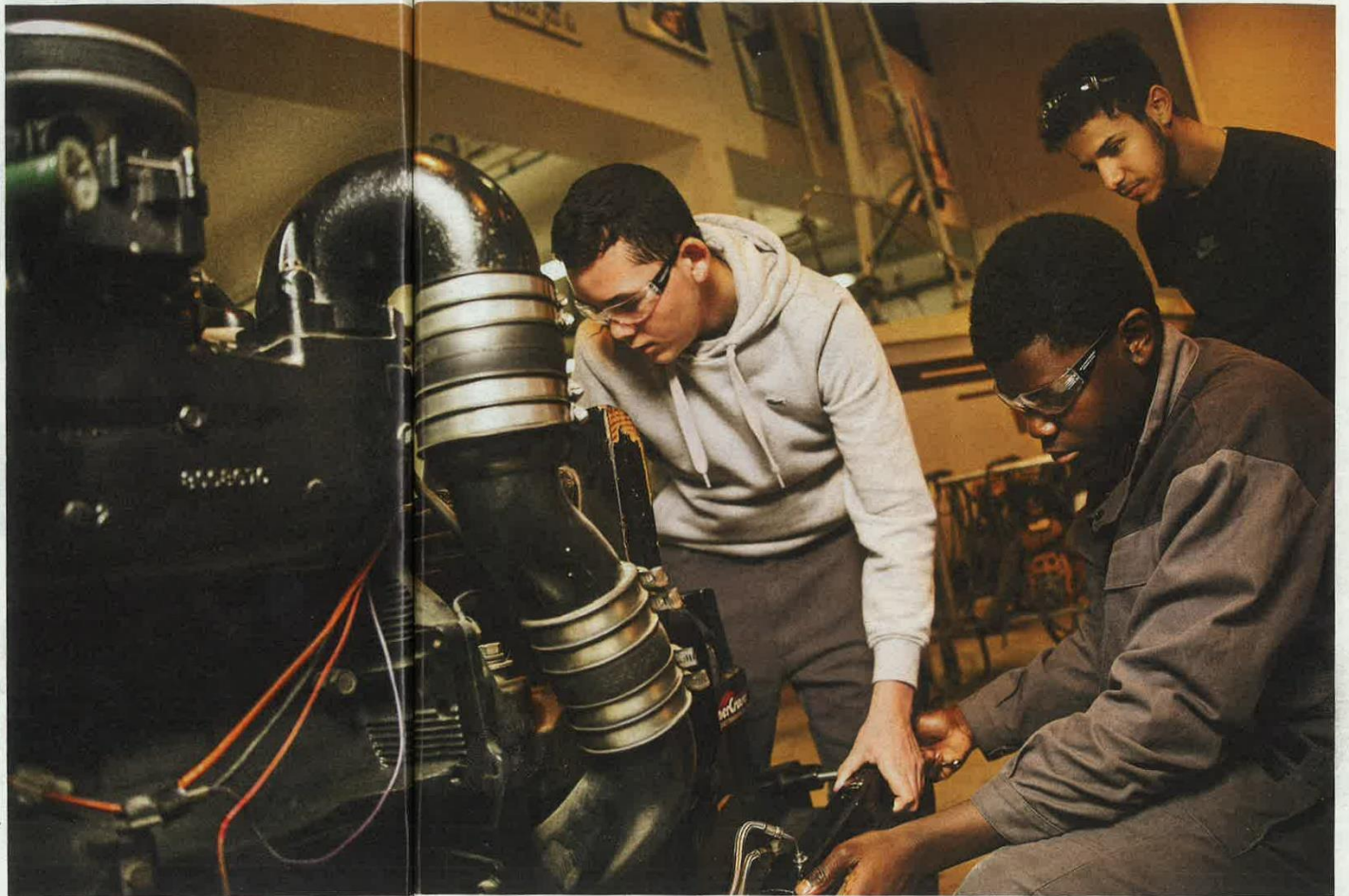
À quoi songe Samir, le nez collé à la vitre de sa classe ? Face à lui, la mer Méditerranée. La silhouette d'un pétrolier se détache à l'horizon, mais son regard bute peut-être sur les cheminées rouge et blanc qui pointent vers le ciel. À Port-de-Bouc, 40 kilomètres à l'ouest de Marseille, tout le monde a un parent qui travaille dans la raffinerie Lavéra, gigantesque complexe pétrochimique et épicerie d'un écosystème dont le lycée professionnel Jean-Moulin constitue l'un des maillons incontournables. L'établissement fournit des électriciens et des techniciens assurant la maintenance des équipements industriels, mais aussi des mécaniciens et carrossiers auto, des réparateurs de bateaux de plaisance, des pâtisseries, esthéticiennes, coiffeurs, dont l'économie locale a besoin. L'appel du large ? « *Je suis né ici, je meurs ici !* » lance Samir tout sourire. Comme nombre de ses camarades de la filière « métiers de l'électricité et de ses environnements connectés », il sait que s'il décroche son bac, un emploi lui tend les bras. « *Et il démarrera en gagnant plus que moi* », l'encourage son professeur d'atelier. Alors non, le jeune homme ne voit vraiment pas pourquoi il s'imaginerait un avenir ailleurs.

Dans l'esprit d'Emmanuel Macron, Port-de-Bouc est-il un exemple à suivre ? Le président l'a en tout cas exprimé à maintes reprises : il entend réformer une voie professionnelle ne permettant pas une insertion suffisante. En France, 61% des « sortants précoces » – qui quittent le système éducatif sans diplôme ni qualification – sont issus de cette filière. Seuls 41% des titulaires d'un CAP et 51% des bacheliers pro décrochent un emploi deux ans après l'ob-

ten-tion de leur diplôme. Et cela alors que la pénurie de main-d'œuvre est criante dans certains secteurs, en particulier la restauration, la vente, les services à la personne, le bâtiment...

Par Marc Belpois
Photos Anthony Miccallef pour Télérama

ÉLÈVES OU ENTREPRISES, QUI SORTIRA GAGNANT ?



Bastien, Mehdi et Brahim, en classe de première bac pro filière Maintenance nautique, au lycée professionnel Jean-Moulin de Port-de-Bouc.

« *Les emplois dont personne ne veut, en somme, s'emporte la syndicaliste Sigrid Gérardin, cosecrétaire du Snuep-FSU. On envisage donc d'orienter des contingents d'adolescents vers les métiers que les adultes refusent en raison des salaires et des conditions de travail jugés déplorables. Le pire, c'est que ce projet pourrait aboutir dans l'indifférence générale : il a beau concerner un tiers des lycéens de France, il s'agit des enfants des autres...* » Que l'on prête ou non pareilles intentions à l'exécutif, cette réforme en gestation entend bien rapprocher un peu plus les établissements scolaires du monde économique. D'où cet enjeu majeur : qui en sortira gagnant ? Les élèves, les entreprises, la société ?

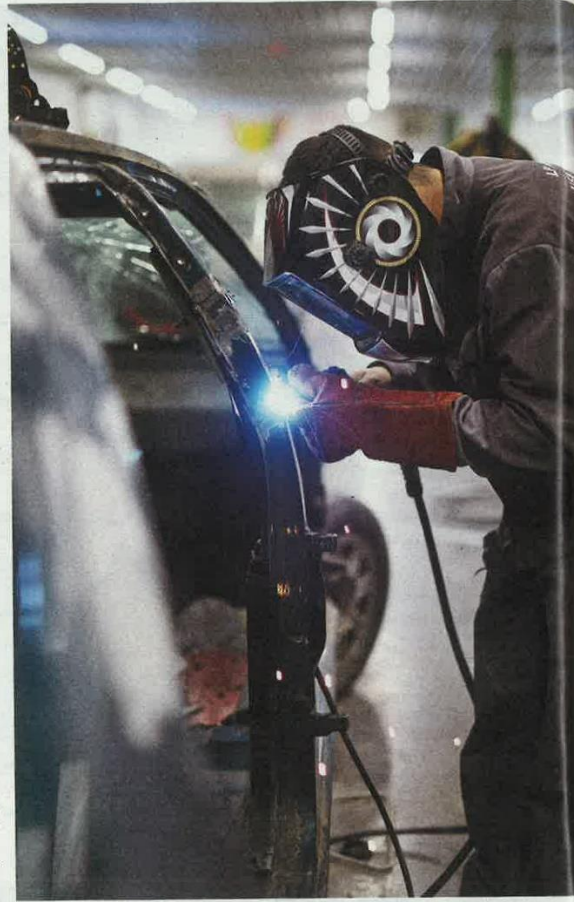
Brahim, 17 ans, n'est pas du genre à diaboliser « les patrons ». Comme pour tous les bacs pro du pays, son temps scolaire se partage entre les « stages » (les PFMP, « périodes de formation en milieu professionnel », dix-huit à vingt-deux semaines réparties sur les trois années de lycée), les enseignements généraux (français, maths, langues, histoire-géo...) et les apprentissages professionnels liés à sa filière, la maintenance nautique. Son truc à lui, c'est la mer. « *Petit, j'embarquais avec mon grand-père, on partait au large chercher des poissons pour la famille. Dès que le moteur cafouillait, j'allais voir de plus près. Mon grand-père n'est plus là, mais j'ai gardé le goût pour la pêche et la mécanique des bateaux.* » L'an dernier, Brahim a fait »

» un stage à Easy Mer, une petite entreprise de Port-de-Bouc qui compte parmi les partenaires privilégiés du lycée Jean-Moulin. «J'ai adoré ça», dit-il avec un franc sourire. Accolé au magasin d'accastillage, il y a l'atelier, un grand bâtiment rempli de bateaux de plaisance en souffrance. Et, son gérant l'assure, «les jeunes que nous accueillons participent à toutes les facettes du métier, intéressantes ou plus ennuyeuses: la mécanique hors-bord, la rénovation des coques, l'installation de toutes sortes d'équipements...»

Easy Mer incarne le côté pile du stage en entreprise. Côté face, il y a des boîtes pour qui les lycéens constituent une main-d'œuvre gratuite et corvéable à merci. À Port-de-Bouc, des journées durant, ils nettoient les pontons du port, remplissent les réservoirs des bateaux, grattent et poncent les coques des embarcations à quai. Ailleurs, ils déchargent des camions, montent des échafaudages, nettoient le sol de grandes surfaces. Certes, une «gratification» sera allouée aux stagiaires à partir de septembre prochain, a récemment promis Carole Grandjean, ministre déléguée en charge de la réforme. Si son montant n'est pas encore déterminé, il semble acquis que ce ne sont pas les entreprises qui mettront la main à la poche, mais... le contribuable – lequel appréciera la logique: l'État forme et paye des jeunes qu'il met à disposition du secteur privé. Moralité, les périodes de formation en milieu professionnel sont bénéfiques aux élèves à condition que les entreprises jouent le jeu.

Il revient aux établissements scolaires de s'assurer de leur qualité, mais «trouver des points de chute n'est pas toujours simple», assure Jean-Pascal Barjon, en charge des stages au lycée Étienne-Dolet, dans le XX^e arrondissement de Paris. Ni en milieu rural, lorsque les entreprises sont peu nombreuses et les transports collectifs inexistantes, «ni en milieu urbain, quand de nombreux établissements publics et privés sollicitent le même vivier économique. Pour ne rien arranger, nous perdons régulièrement des partenaires à cause du comportement de certains élèves. Recréer des liens de confiance prend du temps.» À l'hôpital Broca, dans le XIII^e arrondissement de Paris, Claire Louison confirme. La responsable du service Animation et vie sociale de ce centre de gérontologie clinique voit passer de nombreux lycéens qui suivent la formation «animation enfance et personnes âgées» d'Étienne-Dolet. «Ce matin, vous êtes bien tombé, il y a Margaud.» L'élève de terminale s'active gaiement dans le cadre de l'activité «beauté bien-être», en faisant les ongles à une dame aux beaux cheveux longs qui chante avec Sardou «elle court, elle court, la maladie d'amour». Margaud respire l'empathie: «J'ai trouvé ma vocation», souffle-t-elle. «A contrario, une bonne moitié des stagiaires que nous accueillons traînent des pieds. Ils n'ont pas choisi cette voie et subissent leur orientation, alors ils sont passifs, lâche Claire Louison. Et puis, soyons honnêtes, leur bagage culturel est souvent problématique. Surtout quand il s'agit d'organiser les quiz de culture générale et autres activités culturelles que nos patients réclament.» 57% des lycéens professionnels sont issus de milieux défavorisés, contre 22% dans la voie générale. «Pour autant, nous ne les lâchons pas. L'hôpital a besoin de bras. Et quand le courant passe avec nos patients, leur énergie est contagieuse.»

En septembre dernier, en visite au lycée Éric-Tabarly des Sables-d'Olonne, en Vendée, Emmanuel Macron annonçait vouloir accroître de 50% les périodes de formation en milieu professionnel. Avant de rétro-pédaler fin janvier, au motif que les lycéens sont plus jeunes que par le passé,



Seuls 41% des CAP décrochent un emploi deux ans après le diplôme (un élève de CAP Réparation des carrosseries à Jean-Moulin).

le redoublement scolaire étant beaucoup moins pratiqué depuis près de dix ans. De fait, 69% d'entre eux sont âgés de moins de 16 ans à leur entrée au lycée pro, contre 25% en 2005. D'où un manque de maturité qui refroidit les entreprises, surtout à l'endroit des élèves de seconde, pour qui l'acquisition des gestes professionnels demeure encore embryonnaire. Certes, on peut s'étonner que les pouvoirs publics n'y aient pas pensé avant. De l'aveu de Carole Grandjean elle-même, le recul présidentiel s'explique aussi par «l'absence de consensus» – pour ne pas dire «l'hostilité» – à l'égard de ce projet. Y compris dans les groupes de travail constitués d'enseignants, parents d'élèves, syndicats et régions qui, ces derniers mois, ont été chargés par l'exécutif de plancher sur la voie professionnelle. Du côté des profs s'exprime surtout la crainte que cette augmenta-

tion du temps de stage se traduise par une diminution de leurs heures de cours. «Notre priorité n'est pas de jeter nos élèves le plus tôt possible dans le grand bain du monde du travail, mais de leur fournir les meilleures armes possibles pour affronter une vie professionnelle tout entière», lance Jérôme Lenormand, professeur de mathématiques-sciences au lycée Le Corbusier de Lons-le-Saunier. Afin de savoir calculer une TVA sur un chantier ou le dosage de médicaments dans un hôpital. De maîtriser les différents types de soudage dans l'atelier suréquipé de l'école, au lieu de répéter les mêmes gestes sur le poste de soudure d'une usine. De diagnostiquer une panne sur un moteur de voiture plutôt que de monter et démonter des pneus dans un atelier de réparation automobile. «D'autant qu'au lycée on a droit à l'erre-
neur», sourit un échalas, futur mécanicien auto, lequel nous raconte l'histoire d'un camarade qui, lors d'un stage dans un garage du coin, avait mal serré la roue d'un véhicule (finalement plus de peur que de mal pour le chauffeur).

Reste que la formation au lycée n'est pas toujours exemplaire. Des chauffagistes en herbe s'entraînent parfois sur d'antiques pompes à fioul et à gaz alors que le secteur réclame des spécialistes en pompes à chaleur. De futurs commerciaux s'exercent (très) mollement aux relations clients dans le cadre de jeux de rôles improvisés en classe, incomparablement moins efficaces que dans la vraie vie. «L'essentiel, c'est de leur apprendre à apprendre», tranche Sophie Besson, directrice déléguée aux formations professionnelles à Jean-Moulin. Ils doivent savoir s'adapter à un environnement qui évoluera tout au long de leur carrière.» Un objectif pas toujours facile à atteindre lorsque, depuis toujours, l'école n'est pas leur amie. «La plupart de nos élèves sont en échec scolaire chronique», dit Julie Meyer, professeure d'enseignement professionnel à Étienne-Dolet. Nous mouillons notre chemise pour gagner leur confiance, les convaincre que nous sommes là, pour les accompagner et les faire grandir.» Il faut le voir, dans sa classe de terminale «animation», déployer une énergie folle afin de mobiliser l'attention de jeunes gens emmitouffés dans leur anorak, souriants mais terriblement dissipés. Paradoxe, la presque totalité d'entre eux veulent poursuivre leurs études après le bac (comme 49% des lycéens pro de France), en particulier pour intégrer un Institut de formation en soins infirmiers (Ifsi).

En définitive, rien n'est simple dans le monde de la voie professionnelle: les réalités sont multiples et les généralisations hasardeuses. C'est précisément ce qui complique la tâche des réformateurs. Comment mieux insérer cette jeunesse plurielle dans le monde du travail sans la sacrifier sur l'autel du marché de l'emploi, lorsque celui-ci réclame des petites mains pas regardantes sur le salaire? Comment lui réserver le meilleur avenir possible, une formation de qualité, quand elle perçoit négativement l'école, théâtre d'échecs à

«On envisage d'orienter des lots d'adolescents vers des métiers que les adultes refusent.»

Sigrid Gérardin, Snuép-FSU

répétition? Sacré casse-tête, qui occupera organisations syndicales et équipes ministérielles au cours des mois à venir. Si l'on se fie aux conclusions des groupes de travail chargés de plancher sur le sujet, rendues fin janvier, il s'agira d'abord de revoir de fond en comble le régime des périodes de formation en milieu professionnel. C'est-à-dire réduire drastiquement leur durée pour les élèves de seconde et l'allonger progressivement à mesure qu'ils gagnent en maturité, tout au long de leur cursus. Lequel pourra se prolonger au-delà du bac, dans le cadre d'un «temps complémentaire post-diplôme» aux contours encore flous. Et obtenir que l'ensemble des entreprises s'impliquent vraiment dans la formation de leurs stagiaires. Se dessine également le projet de multiplier les passerelles entre les formations afin de permettre à un élève de changer plus facilement de voie – ce que pratique déjà le lycée Jean-Moulin de Port-de-Bouc, doté d'un large panel de filières, où un lycéen inscrit en «mécanique auto» peut en principe rejoindre «les métiers de la piscine», par exemple. «C'est une solution pour lutter contre l'orientation subie, un facteur important de décrochage», convient Carole Grandjean. Comme la demi-journée «découverte des métiers» en classe de cinquième – visites d'entreprises, mini-stages et rencontres avec des professionnels –, déjà pratiquée dans 10% des collèges de France et que nous généraliserons à la rentrée prochaine.» Des immersions dans l'économie locale dès le collège? Voilà qui n'est pas de nature à écarter le soupçon, légitime ou non, que ce rapprochement avec l'entreprise n'est pas prioritairement pensé au profit des élèves. Qu'on ne cherche guère à élargir le champ des possibles de Samir et de ses camarades. Ni à repousser leur horizon au-delà des cheminées rouge et blanc de la pétrochimie. ■



Yann, élève de seconde bac pro Maintenance nautique, en stage pour trois semaines à EasyMer, une entreprise partenaire du lycée professionnel Jean-Moulin.